



HAL
open science

Une agriculture durable, une alimentation saine : un défi pour tous

Robert Spizzichino, Gilles Maréchal, Jean-Claude Devèze

► To cite this version:

Robert Spizzichino, Gilles Maréchal, Jean-Claude Devèze. Une agriculture durable, une alimentation saine : un défi pour tous. Sesame : Sciences et sociétés, alimentation, mondes agricoles et environnement, 2021. hal-03331514

HAL Id: hal-03331514

<https://hal.science/hal-03331514v1>

Submitted on 1 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SCIENCES ET SOCIÉTÉ,
ALIMENTATION,
MONDES AGRICOLES
ET ENVIRONNEMENT

INRAE
la science pour le vie, l'humain, la terre

oio agrobiosciences
FAIRE CONTROVERSES



Une agriculture durable, une alimentation saine : un défi pour tous (1/2)

par Robert Spizzichino, Gilles Maréchal et Jean-Claude Devèze

S'inspirant de la pensée anti-utilitariste de Marcel Mauss, les « convivialistes »¹ – des économistes, sociologues, anthropologues, philosophes, ingénieurs, etc.- réfléchissent à de nouvelles voies pour

sortir des impasses du paradigme néo-libéral et agro-industriel. Divers sujets leur permettent d'envisager un avenir commun en cherchant des alternatives. Dans ce qui suit, la table est un lieu qui rassemble, l'alimentation et la façon de la produire étant un puissant levier de changement. Démonstration de ce qui serait la voie à suivre, selon eux.

Au cœur du débat public l'alimentation est l'objet simultanément de craintes, de colères, d'expériences, d'exigences de la part aussi bien des consommateurs que des producteurs, des citoyens que des politiques, des parents d'élèves que des commerçants, etc. Elle est aussi un champ de confrontation entre des visions qui semblent irréconciliables de l'avenir souhaitable et de la transition vers celui-ci. Plus largement, la notion de système agroalimentaire recouvre, tout à la fois, des filières et des chaînes de valeurs touchant la production, la transformation, la distribution et la consommation en relation avec notre alimentation. C'est dire l'importance et la complexité des changements à promouvoir en lien avec l'évolution de nos modèles de vie.

Les convivialistes souhaitent peser sur ce débat. Les approches dominantes l'enferment dans des visions de filières en silo d'où les consommateurs sont exclus aux dépens de dynamiques territoriales organisant les échanges entre tous les acteurs concernés. Or la table n'est-elle pas un des premiers lieux de convivialité où, comme le disait Plutarque, on ne rassemble pas pour manger, mais pour manger ensemble ?

Au-delà même de l'importance des enjeux pour la vie quotidienne de toutes et tous, ces débats touchent aussi des questionnements fondamentaux comme le caractère d'appartenance aux « communs » du foncier agricole, la conception même des villes et le « ménagement » des territoires, les limites de tous les traitements mécanistes de la « nature », et bien d'autres, du fait du caractère systémique de ce qui touche à l'agroalimentaire. Plus généralement, l'existence d'un conflit central entre des orientations portées par des forces sociales privilégiant le bien produire, le bien vivre et la solidarité et les tenants du technologique qui serait rentable et compétitif est apparu au grand jour. C'est là que doit se livrer la bataille des idées.

Résilience : retrouver les équilibres

La résilience alimentaire est la capacité de notre système à continuer de nourrir les populations dans de bonnes conditions en cas de crise majeure. Dans notre cas, dans les pays développés, lors de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, la crise alimentaire a pu être évitée pour deux raisons principales :

Les transporteurs, routiers notamment, ont accepté de poursuivre leurs activités dans des conditions difficiles

Il y a eu des adaptations intelligentes en provenance du monde agricole et des acteurs locaux en ce qui concerne tant la production que la distribution, les consommateurs s'adaptant à ces évolutions.

Mais, plus fondamentalement, l'apparition du virus a mis en évidence les interactions problématiques des humains avec les systèmes vivants, en particulier en matière d'équilibres démographiques hommes/espèces vivantes.

Il est très vraisemblable que cette pandémie provienne d'espèces animales touchées par la diminution de la biodiversité et par la rupture de certains écosystèmes naturels. Tout montre qu'il faut s'attendre à d'autres pandémies du même type.

Les équilibres entre la nature et l'homme, entre les divers types et modes d'alimentation, entre la culture, l'élevage et la forêt reviennent au premier plan, et cela aura des conséquences pour les systèmes agroalimentaires.

D'autre part, la gestion de la crise sanitaire a confirmé de manière générale le faible poids des citoyens dans les décisions prises. Or ce déficit démocratique marque aussi les décisions sur l'évolution des systèmes agroalimentaires, en particulier les déséquilibres entre pouvoirs d'influence des lobbys agroalimentaires et commerciaux par rapport aux paysans, au petit commerce et aux consommateurs.

Ces deux questions doivent être clairement replacées par rapport aux problèmes de la vie sur terre (dérèglements climatiques, pollutions et gaspillages, régression rapide de la biodiversité), par rapport aux liens entre santé et alimentation, par rapport aux évolutions culturelles et sociales qui influencent les systèmes agroalimentaires (par exemple en matière de technologie), enfin par rapport aux tensions politiques (par exemple entre les tenants des agricultures familiales paysannes et ceux de l'agro-industrie).

L'avenir des systèmes agroalimentaires : conflits et tensions

D'une part s'opposent des visions montantes des problèmes à partir du terrain et les visions descendantes partant des institutions, des technostructures, des lobbys...

D'autre part s'opposent deux visions de l'économie : celle de l'agriculture paysanne, associée à la transformation et distribution de proximité qui se réclament souvent de l'Économie Sociale et Solidaire, et celle de l'agro-industrie qui se situe dans le camp du capitalisme libéral. Cette opposition sur les concepts et les modèles économiques peut tuer dans l'œuf les initiatives les plus prometteuses, stopper les changements potentiels en cours. Mais la crise a aussi renforcé le poids des discours d'agents ancrés dans l'agro-industrie qui ont recyclé à leur manière les arguments des premiers.

Enfin, s'opposent les approches agroécologiques et les approches productivistes, ces dernières s'auto-justifiant par la nécessité de baisser le coût de l'alimentation et celle de nourrir le monde en détresse avec ses surplus (dans une aide alimentaire dominée par les Etats-Unis).

Dans ce domaine comme dans d'autres, les forces économiques traditionnelles – qui, pour beaucoup dans l'agriculture, utilisent des statuts de type coopératif sans toutefois être très exigeantes sur le

respect de l'esprit de l'économie sociale – laissent régner la confusion sur les concepts et les modèles économiques ou même l'organisent pour tuer dans l'œuf des initiatives prometteuses et stopper les changements potentiels en cours afin de conserver leurs positions dominantes : création de labels adaptés, regroupements syndicaux locaux dominés par les intérêts économiques d'un petit nombre, etc.

Le système agricole et alimentaire reste le siège de violences croisées entre d'une part des individus ou des groupes (syndicats agricoles ou associations) et d'autre part les institutions, comme l'illustre la création au sein de la Gendarmerie Nationale d'une cellule « Demeter » destinée à apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole, y compris l'agribashing. Dans ce cadre, une convention a également été signée entre le ministère de l'Intérieur et les deux principaux syndicats agricoles, la FNSEA et les JA.

Pour autant, une lecture des évolutions à l'échelle de la décennie montre la montée en puissance des attentes portant sur l'alimentation ; celle-ci est à la fois champ d'expérimentation et de créativité pour le monde de demain et symbole des sujets critiques comme l'impact global de la qualité de l'alimentation sur la santé ou la lutte contre la précarité alimentaire impliquant l'ensemble des citoyens.

Ce faisant, il est intéressant de constater les tensions qui s'opèrent, dans ce domaine comme dans d'autres, entre une pensée valorisant l'échelle locale, soucieuse de diversités et de participation directe, et une pensée rappelant à la réalité d'une globalité unificatrice, mondiale et installée.

Des évolutions sociales se sont produites à l'occasion de cette crise sanitaire et aux graves conséquences sur le travail et l'économie. Des ménages modestes se croyaient à l'abri de la détresse alimentaire et, tout d'un coup, se trouvent en état de précarité alimentaire du fait de la crise. Cette détresse a été vécue par eux comme une violence ; de nombreux témoignages en font état.

Plus généralement, l'existence d'un conflit central entre des orientations portées par des forces sociales privilégiant le bien produire, le bien vivre et la solidarité et les tenants du technologique qui serait rentable et compétitif est apparu au grand jour. Cela inclut l'opposition entre agriculture paysanne et agro-industrie. Ce conflit se retrouve dans l'opposition entre des visions montantes du problème à partir du terrain et des visions descendantes à partir des institutions et des technostructures.

Quelle évolution pour le système agroalimentaire ?

Quatre facteurs convergent pour montrer que le système actuel de l'agro-industrie telle que nous la connaissons va rapidement atteindre ses limites en France.

Il s'agit d'abord du verdissement des aides financières sous la pression de l'opinion publique, et le constat que, après des périodes délicates de démarrage, les revenus des agriculteurs sont plus élevés avec le bio et l'agroécologie qu'avec la plupart des modèles productifs actuels. Second point, la demande sociale pour les produits de qualité d'une agriculture durable connaît une croissance continue. Parallèlement, un nombre toujours croissant d'agriculteurs veulent cesser l'utilisation de substances dangereuses pour la santé. Enfin vient le facteur du remplacement démographique : la

nouvelle génération d'exploitants qui prend la relève évalue selon des critères différents son rôle dans la société contemporaine, même si se pose la question du nombre des vocations compte tenu des difficultés à s'installer.

Pour autant, l'avenir est loin d'être tracé. On a vu les tensions importantes qui traversent le monde agroalimentaire. Et pour construire l'avenir, des conceptions divergentes se confrontent : un paradigme techno-solutionniste, illustré par exemple par l'agriculture en conteneurs ou la fuite en avant robotique, et un paradigme socio-relationnel, où ce sont les forces sociales et les remises en cause personnelles qui permettent de maîtriser les évolutions.

De vifs débats opposent les tenants de stratégies où l'innovation technologique est centrale pour répondre à l'ensemble des défis alimentaires et ceux qui mettent les interactions sociales et le jeu démocratique au cœur des évolutions souhaitables.

Deux thèmes d'actualité peuvent l'illustrer. La progression du régime végétarien ou vegan retentit sur l'amont de la chaîne alimentaire, et oppose les tenants d'un élevage en agriculture paysanne et les défenseurs, au nom de considérations éthiques ou environnementales, de substituts de synthèse à la viande.

Dans le domaine de l'agriculture urbaine, l'agriculture « verticale » ou en containers, qui repose sur le contrôle technologique de milieux artificialisés, en vient à promettre la solution à l'approvisionnement des villes et à la crise environnementale globale, alors que des organisations défendent des pratiques liées au sol au nom du lien social qui se noue autour de l'acte alimentaire.

On peut envisager d'engager tout de suite des mutations systémiques qui auront des impacts significatifs à la fois sur le climat, la biodiversité, le confort animal, la santé alimentaire et la faim dans le monde et la malnutrition. Les processus en sont connus, les techniques en sont maîtrisées, les nouveaux modèles économiques ont été appréhendés et décrits. Prenons la mesure du caractère systémique des changements à faire intervenir du fait des liens étroits entre production, consommation, transformation, distribution, l'ensemble mis en économie circulaire. Rien ne nuit plus à cette orientation que des affirmations simplistes et réductrices sur ce qu'il convient de faire.

- **Le poids des métropoles**

Aujourd'hui des métropoles s'organisent pour changer leur système alimentaire : des exemples significatifs existent à Montréal, Liège, Barcelone, Milan, etc.

En France, Rennes, Nantes, etc., poursuivent la même politique et en Ile-de-France un projet ambitieux, CARMA-RISOME, est porté par des acteurs de l'économie sociale et solidaire. La multiplicité des initiatives engagées en direction d'un nouveau système agroalimentaire commence à devenir significative.

D'abord, de très nombreuses villes, soit de leur propre initiative, soit du fait de certains syndicats agricoles minoritaires ou de groupements de producteurs par exemple en agriculture biologique ou pour la préservation des races menacées, ou encore à la demande de mouvements citoyens, encouragent des opérations d'agriculture urbaine (jardins partagés, micro fermes pédagogiques,

« agrocités », ...). Certes, cela pèse peu en termes de ressources alimentaires, d'autant qu'il s'agit pour l'instant le plus souvent d'initiatives éparses, mais les conséquences en termes de lien social et de sensibilisation des consommateurs en sont très fortes.

Dans certaines métropoles, comme Rennes, Nantes et sans doute bientôt la métropole parisienne, on commence à envisager dans les espaces agricoles périurbains des opérations de transition agroécologique sur de vastes surfaces, qui s'inscrivent dans un système alimentaire métropolitain – à Audruicq entre Calais et Dunkerque on parle « d'écopôles alimentaires » – et l'on tente d'organiser des alliances entre territoires producteurs et territoires consommateurs pour satisfaire les besoins en bio et pour renforcer la résilience alimentaire. De nouveaux modèles économiques (par exemple autour de l'économie de la fonctionnalité) y sont testés.

- **L'économie, sociale et solidaire**

L'économie sociale et solidaire (ESS) prend tout son sens dans ces initiatives : d'abord du fait d'acteurs économiques importants comme par exemple Biocoop ou le mouvement des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) dans la distribution ou Terre de Liens dans la maîtrise foncière et l'installation de nouveaux agriculteurs, mais aussi par la promotion de démarches territoriales collectives multi-acteurs pour aller vers des espaces régionaux plus autonomes et plus durables, mais aussi plus solidaires . C'est par exemple la démarche des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) animée notamment par le Labo de l'ESS, avec plusieurs exemples positifs en cours autour des questions alimentaires. Mais l'ADN de l'ESS est tout aussi régulièrement détourné par des projets de type start-up qui ont bien intégré l'aura que leur donne ce statut ainsi que l'accès aux financements publics.

Pourtant, le système économique dominant continue d'être celui de l'agriculture intensive tournée en priorité vers plus de production et d'exportation et non vers la satisfaction des besoins liés à une production de qualité et une alimentation saine. Il favorise des gaspillages alimentaires et laisse de gros distributeurs faire la loi sur les prix. Certes, on peut percevoir au-delà des beaux discours de timides progrès : la nouvelle PAC (Politique Agricole Commune) fait une petite ouverture à l'encouragement du bio, les plans de relance économique prennent en compte quelques aides aux mutations nécessaires Mais quel écart entre certaines ambitions affichées dans les États Généraux de l'Alimentation et ces inflexions qui restent marginales et trop sectorialisées !

Par-dessus tout, **les « consommateurs mangeurs »** ont peu de poids dans les choix qui sont faits. Face aux lobbies agricoles puissants, il y a bien quelques contre-feux ici et là, mais bien loin de ce qu'on pourrait attendre.

Même si l'on parle de territorialiser les circuits agricoles, la dimension internationale n'en est pas moins essentielle : au cours des dernières décennies, grâce à une forte poussée néo-libérale, le système alimentaire mondial, depuis la production, la transformation et la distribution, est passé sous l'emprise d'une poignée de sociétés multinationales. Même des pays riches comme la Corée du Sud et plusieurs autres pays européens comme la Belgique et l'Italie ont soudain pris conscience, lors de la crise de la Covid-19, des dangers de cette concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires.

- **Le combat pour la sécurité alimentaire**

Rien de tout cela n'a surpris les paysans et les petits producteurs d'alimentation qui, en effet, nourrissent 70 % de la population mondiale alors qu'ils n'ont accès qu'à 25 % des ressources.

Le combat qui se développe est un combat mondial qui réclame une solidarité globale. « Cela fait de très longues années que l'insécurité alimentaire qui est typique d'une menace tue à peu près 9 millions d'humains chaque année... », sans que les pays puissants ne se soient sentis concernés. Nous ne savons pas passer d'une culture de la sécurité nationale à une culture de la sécurité globale.

Heureusement il existe un mouvement international pour faire entendre, dans les grandes institutions et à chaque signature de traité, une autre vision du système agroalimentaire : la Via Campesina ou des mouvements citoyens qui se structurent, par exemple les CSA (Community Supported Agriculture, représentées en France par les AMAP) au sein d'Urgenci.

Le choix qui s'ouvre devant nous au sujet des évolutions du système agroalimentaire est beaucoup plus qu'un choix économique qui aura un impact fort sur le climat et sur notre organisation spatiale. C'est un choix fondamental de civilisation pour l'avenir de l'humanité tout entière.

Comme le dit Augustin Berque²« *En ce temps où s'impose la recouvrance de nos liens avec la Terre, c'est donc, concrètement, par la terre que nous devons commencer : par l'agriculture, qui a cessé d'être une culture – un élevage, une élévation – de la terre/de la Terre pour devenir une industrie déterrestrante et mortifère (...) La grande fiction, le grand mythe de la modernité, ce qu'on appelle le dualisme, c'est que nous transcendons la Terre. Que nous pourrions nous déterrestrer, en somme, et donc que, corrélativement, nous pouvons détruire impunément la biosphère* ».

(à suivre)

[1]

--

1. Quatre principes guident les convivialistes : « commune humanité », commune socialité », « légitime individuation » et « opposition créatrice ». S'y ajoutent le « principe de commune naturalité » et un impératif, la « maîtrise de l'hubris » c'est-à-dire de la démesure, responsable notamment de la hausse des inégalités et de la crise écologique. Voir l'interview de Alain Caillé ([ici](#)) et le Second manifeste ([ici](#))
2. Cité par Gilles Fumey. Libération 20/07/2020

1.



gilbert espinasse says:

12 février 2021 at 12 h 44 min

» Toutes les civilisations passées ont périclité quand les maitres ont abandonné l'agriculture aux esclaves » (un historien ethnologue).

A méditer ,aujourd'hui encore davantage ..

Compétition pour rentabilité ?....le pire des leurres car compétition égale -guerre-et destruction , du fond (la terre) et de l'homme . Plusieurs millions d'acteurs après la guerre et seulement quelques cents milles aujourd'hui!.,et dans quel état ??.

Hélas, le syndicat agricole au pouvoir total depuis plus de 60 ans a vendu « son âme contre un plat de lentilles » à la pétrochimie depuis bien longtemps ! (cf. soutien à Monsanto lors de son procès américain et récemment à l'UIPP malmenée pour ses pesticides) ,mais à qui ont profité -et profitent- ces « lentilles » ???

Arrêtons cette exploitation effrénée de la terre qui n'a conduit qu'à la destruction du monde vivant ,,jusqu'à même ses propres acteurs !

Envisageons une société basée sur la coopération (et non la compétition) avec bien plus de ponts d'échanges avec toutes les parties intéressées ,mais en gardant toujours à l'esprit l'indispensable priorité pour les producteurs ,à Égalité avec...., les Consommateurs !, donc la société .. ?



Une agriculture durable, une alimentation saine : le plus court chemin (2/2)

S'inspirant de la pensée anti-utilitariste de Marcel Mauss, les « convivialistes » – des économistes, sociologues, anthropologues, philosophes, ingénieurs, etc.- réfléchissent à de nouvelles voies pour sortir des impasses du paradigme néo-libéral et agro-industriel. Divers sujets leur permettent d'envisager un avenir commun en cherchant des alternatives. Dans ce qui suit, la table est un lieu qui rassemble, l'alimentation et la façon de la produire étant un puissant levier de changement. Démonstration de ce qui serait la voie à suivre, selon eux.

Si l'on sait ce qu'il faudrait faire dans l'évolution des modes de production, dans l'amélioration de la qualité de l'alimentation pour le plus grand

nombre, pour relocaliser tout ce qui peut l'être et développer des circuits courts autour de distributeurs acceptant de payer le juste prix aux producteurs, pour multiplier les mises en économie circulaire en recyclant les déchets alimentaires, on sait aussi que les forces conservatrices privilégiant la maximisation des profits freinent les mouvements émergents. Elles exercent une influence directe sur les circuits financiers, les institutions internationales, les réglementations, les systèmes d'aides publiques et sur les dispositifs de formation.

Il est légitime de s'opposer, de nous poser en adversaires tout en se reconnaissant comme les membres d'une même humanité devant trouver un processus pour continuer malgré nos différences à œuvrer pour le même bien commun. Ce qui, pour un élément aussi vital et naturel que l'alimentation, devrait être possible.

Notre proposition en la matière se fonde sur trois processus à mettre en œuvre : lancer un débat démocratique à la hauteur des enjeux ; changer de vision territoriale ; adopter quelques mesures « basculantes » susceptibles de contribuer à l'accélération du changement.

Débattre à la hauteur des enjeux

La période est favorable à un débat enfin démocratique sur l'alimentation : travaux de recherche sur la démocratie et la justice alimentaires, cadre juridique et institutionnel favorable (comme les Projets Alimentaires Territoriaux en France, les food councils dans les pays anglo-saxons), implication de tous les échelons de proposition et de décision sur les évolutions alimentaires, réseautage des initiatives de la société civile (par exemple Urgenci pour les AMAP, Via Campesina pour l'agriculture) ou des collectivités (par exemple le pacte de Milan pour les villes). Pour l'heure, le débat démocratique est cantonné aux échelons territoriaux, par exemple dans diverses formes de conseils alimentaires liés à des Projets Alimentaires Territoriaux. Il est mené avec des succès divers, compte tenu notamment des manques criants de savoir-faire des collectivités pour l'organiser. Aux échelons plus vastes, il est fréquemment confisqué ou étouffé par les lobbies industriels ou les représentations institutionnelles corporatistes, comme les chambres d'agriculture.

La démocratie de rivalité (organisée autour de la loi du nombre) est insuffisante. Nous avons besoin d'une forme beaucoup plus implicative de démocratie, alors que celle d'aujourd'hui n'est même pas représentative : elle est délégative et peu délibérative.

Nous devons promouvoir le principe démocratique dans ce qu'il a de meilleur, équilibrer mieux délégation, délibération et décision. Ceci nécessite à la fois adaptations institutionnelles, formations civiques et à l'éthique du débat, responsabilisation des médias et des réseaux sociaux, etc.

Il n'est pas dans notre propos de donner des recettes, mais d'indiquer des principes ; et aussi de pointer une appétence croissante, voire une exigence, où se retrouvent et la société civile et un nombre croissant de collectivités territoriales. Sur un sujet comme celui de l'alimentation, le débat démocratique n'a de sens que s'il porte aussi sur une lecture du monde, de nos rapports avec autrui, avec la nature, avec la terre nourricière.

Changer de vision territoriale

Le renouveau de l'aménagement des villes et des territoires est une des clés du changement à promouvoir. Et pour cela, il ne suffit pas de promouvoir davantage de nature en ville, un meilleur respect de la biodiversité, des écoquartiers, des pistes cyclables et de l'agriculture urbaine – périurbaine ou de faire la louange des villes petites et moyennes : ce sont les fondements même des concepts spatiaux de villes et de campagnes qu'il faut réinterroger du point de vue de leurs usages économiques et sociaux et des modes de vie qu'ils sous-tendent.

De nombreux travaux de chercheurs expérimentés sur le terrain, notamment en Italie, montrent la voie autour de concepts liés, comme le territorialisme et le biorégionalisme

Dans son ouvrage sur la biorégion urbaine, Alberto Magnaghi, considéré comme le fondateur de l'école territorialiste italienne (une école à la fois scientifique et politique, voir <https://journals.openedition.org/traces/5465>) , critique le développement économique conventionnel, perçu au travers de la seule croissance du PIB, et qui est « déterritorialisé », c'est-à-dire

coupé de tout ce qui relie les habitants à leurs territoires. C'est un processus générateur de « nouvelles pauvretés » qui « tiennent globalement à la réduction de la valeur d'usage des biens existants sur le marché, en raison de leurs incidences négatives sur la santé ainsi que la qualité de vie et de l'environnement ». Ces pauvretés ne sont pas les pauvretés extrêmes de l'exclusion économique.

Il propose une « approche territorialiste pour un développement local auto-soutenable » (théorie), articulée à des « visions pour un scénario stratégique » (programmes). L'implication citoyenne – notamment des plus pauvres, qu'il redéfinit – en est la clé de voûte. La reprise en mains de leur espace de vie par les habitants en constitue le projet politique, plus proche d'une « multiplicité de styles de développements » que du paysage lisse et homogène de l'actuelle globalisation libérale. C'est une « globalisation par le bas » qui garantira « le respect des besoins des acteurs les plus faibles » (soutenabilité sociale).

Dans la même perspective, des chercheurs anglo-saxons, prolongeant les thèses d'Hannah Arendt, ont défini la biorégion comme un « lieu de vie » qu'il est possible de caractériser par des limites naturelles (plus que politiques), et qui possède un ensemble de caractéristiques géographiques, climatiques, hydrologiques et écologiques capables d'accueillir des communautés vivantes humaines et non humaines uniques.

Ils considèrent que l'existence humaine est structurée par sa relation avec le milieu, comme celui-ci l'est en retour par l'existence humaine. Et ce milieu est nécessairement empreint de notre subjectivité. La biorégion serait ainsi l'expression du milieu politique à partir des résistances et des ressources des territoires, de leurs potentialités et de leurs intensités de vie.

L'enquête « Manger au temps du coronavirus » (Terralim) a révélé l'importance de la proximité, sociale de voisinage, géographique d'approvisionnement, pour la réassurance du ravitaillement des mangeurs. Elle invite à compléter l'arsenal interprétatif mis en œuvre en France, où l'approche filière se confronte à l'approche territoriale, par des concepts sous-utilisés comme le paysage ou l'environnement alimentaire. Celui-ci inviterait les collectivités à considérer que l'adjoint à l'urbanisme a un rôle éminent à jouer dans l'évolution du système alimentaire local.

Quelques mesures basculantes

Sécurité sociale alimentaire

En France, on parle de plus en plus de « sécurité / couverture sociale alimentaire », mais pas de droit à l'alimentation. Pourtant, ce droit a une existence juridique : en 2014, il était explicitement inscrit dans 28 constitutions, et implicitement dans une quarantaine d'autres.

Récemment, une organisation d'agronomes (ISF-Agrista), s'appuyant sur les travaux du sociologue et économiste Bernard Friot, propose comme de mettre sur pied une « sécurité sociale alimentaire » pour renforcer le droit à l'alimentation¹. Il s'agit, en résumé, de sanctuariser un budget pour l'alimentation de 150 euros par mois et par personne² et de l'intégrer dans le régime général de sécurité sociale. Tout comme pour la sécurité sociale à son origine, ce budget devra être établi par des cotisations garanties du fonctionnement démocratique de caisses locales de conventionnement. Chacune de ces caisses, gérées par les cotisants, aurait pour mission d'établir et de faire respecter les règles de production, de transformation et de mise sur le marché de la nourriture choisie par les cotisants. Il est même envisagé que la PAC contribue à l'équilibre de ces caisses. Des travaux ont en cours pour tenter de préciser le fonctionnement d'un tel système. D'autres travaux ou propositions politiques, comme celle du député Guillaume Garot sur une « couverture alimentaire universelle » sont en train de dépasser le statut de vœux pieux.

Réforme du foncier agricole

Les postulants agriculteurs, encore plus quand ils sont d'origine extra-agricole, ne trouvent pas d'espace pour cultiver. Ce sont des « paysans sans-terre », comme on le dirait au Brésil. Ce profil est pourtant un acteur majeur dans le renouvellement de l'agriculture et des réseaux alimentaires, numériquement et qualitativement. Or le foncier est trop souvent considéré dans l'économie actuelle comme une réserve pour l'extension urbaine, privilégiant les besoins de terrains à bâtir. La maîtrise du foncier périurbain est la condition nécessaire d'une sauvegarde des sols agricoles et, plus fondamentalement, d'une reconnexion à la terre et à la vie. D'une part la pertinence des outils nationaux de régulation comme les SAFER s'érode, car ils sont contournés par de nouveaux montages sociétaires agricoles, et d'autre part les projets locaux portés par la société

civile (Groupements Fonciers Agricoles par exemple) et les collectivités (Mouans-Sartoux, Moëlan-sur-Mer, Grande-Synthe, Biovallée, département d'Ille-et-Vilaine, etc.) se multiplient. C'est ainsi que la notion de « foncier alimentaire de proximité » a été développée et mise en pratique sur divers territoires par des exploitants et par des associations comme Terre de Liens pour lutter contre les inadaptations réglementaires actuelles. Nous convivialistes, proposons que ce foncier agricole soit préempté et protégé par la puissance publique en tant que commun, une réforme donnant à des SAFER reconfigurées, à des collectivités publiques et à des associations un pouvoir d'agir repensé.

Pour l'heure, tous les projets législatifs amorcés dans ce sens, comme le projet de loi foncière annoncé en 2020, ont été rejetés. L'expérience montre que la maîtrise, pour ne pas dire la confiscation, de l'information sur le foncier agricole par les promoteurs du modèles techno-productiviste, est un frein central dans la transition agroécologique. La réduction du débat à la consommation d'espace agricole par les villes masque la violence des tensions à ce sujet au sein du monde agricole et l'importance d'un aménagement du territoire prenant en compte l'ensemble des enjeux environnementaux.

Il existe encore bien d'autres mesures qui pourraient être qualifiées de « basculantes », et notamment celles qui visent à sécuriser le revenu paysan, comme le revenu de transition écologique pour les territoires résilients.

Changer de civilisation en mangeant autrement

Manger autrement, c'est d'abord le plaisir de cultiver ou d'acheter de bons produits, de cuisiner et de partager un repas convivial, mais c'est aussi échanger pour que chaque culture puisse apporter ce qu'elle sait et s'améliore en matière d'alimentation saine et diversifiée.

Si des convivialistes ont tenu à s'exprimer sur les nécessaires mutations du système agroalimentaire, c'est parce qu'ils considèrent que l'on touche par là des éléments essentiels et assez fondamentaux :

Le principe de commune humanité appliquée à une activité qui requiert la prise en compte de la diversité des situations, des histoires, des cultures, des convictions, confrontée à des propositions globalisantes et uniformisantes.

Le principe de commune naturalité appliqué à une activité économique fondée en partie sur des cycles et équilibres naturels, d'où l'importance de la recouvrance de nos liens avec la Terre doit changer notre regard sur l'agriculture, à l'heure où artificialisation des processus de production alimentaires est défendue par certains.

Le principe de commune socialité appliquée à un secteur qui requiert de faire société et communauté pour valoriser les initiatives et maintenir la cohésion sociale face aux dérives individualistes et corporatistes et aux dominations des puissances politiques et économiques (un petit nombre de firmes sont de plus en plus dominantes, par exemple trois dans les semences, quatre pour les marchés internationaux).

Une légitime individuation à sublimer dans la recherche d'une commune humanité, socialité et naturalité.

[voir **ici** le second manifeste convivialiste]

Notre combat est un combat contre la démesure de l'extension infinie du marché, jusqu'à la marchandisation de l'humain, et contre l'abaissement de l'intelligence collective. Opposer artificiellement la croissance économique à la décroissance écologique ou qualifier les écologistes d'idéologues intégristes loin des réalités, témoigne d'une ignorance profonde de ces mêmes réalités.

Dans leur ouvrage sur l'alimentation des villes, Gilles Fumey et Thierry Paquot³, se référant à la « grammaire des civilisations » de Braudel montrent bien à quel point les évolutions agricoles ont, dans l'histoire de l'humanité, non seulement façonné les territoires et les concepts spatiaux, mais ont été des facteurs clés pour façonner la société tout entière.

Notre « pluriversalisme », qui est à la fois la reconnaissance de la pluralité de nos identités et du commun des Terriens, de la famille humaine, comprend des éléments fondamentaux parmi lesquels les droits humains, et en particulier celui de s'alimenter. Il prend en compte

l'ambivalence de la condition humaine qui se déploie à l'échelle planétaire, puisque le devenir de l'humanité est en jeu, mais aussi dans l'intime de nos vies. **Les transformations personnelles et les transformations sociales et structurelles, doivent être pensées de façon complémentaire et non contradictoire.** C'est vrai à l'échelle du monde, d'un continent, d'une nation, d'une localité....

Et il n'y a pas pour cela de plus beau terrain d'expérimentation et d'invention que la manière de se nourrir, de nourrir les humains et de partager nos repas.

1. [1]Le PIREN-Seine, vaste programme de recherche interdisciplinaire sur l'eau et l'environnement du bassin de la Seine. Il a publié en 2019 un rapport « Le système agro-alimentaire du bassin de la Seine : passé, présent et futurs possibles »
2. [2]Le régime dit « démitarien » réduit de moitié la consommation de produits animaux.
3. [3]Cité par Gilles Fumey. Libération 20/07/2020
4. [4]Rappelons que le budget alimentaire par Français est de l'ordre de 3 300 euros par an, ce qui représente en moyenne environ 15% du budget total. Cette proportion croît fortement dans les ménages à bas revenus, où elle atteint 25% alors que les dépenses obligées atteignent les 2/3 des ressources. Dans les ménages les plus pauvres, l'alimentation « mange » donc la majeure partie des ressources librement affectables.
5. [5]Villes voraces et villes frugales, CNRS éditions, 2020